

Face à la guerre et la misère...

Ouverture de toutes les frontières !

LES BOMBARDEMENTS MASSIFS de l'OTAN, débutés maintenant depuis près de trois semaines, ont pour effet d'accélérer la purification ethnique mise en œuvre par Milosevic depuis plusieurs mois au Kosovo tout en faisant subir les principales conséquences à la population serbe et non à la classe dirigeante dictatoriale de ce pays. Exécutions sommaires, viols, massacres, terreur de masse sont le lot quotidien des populations d'origine albanaise. Ces ignobles exactions sont le fait des policiers, soldats et paramilitaires serbes. Une nouvelle fois les militarismes de tous poils montrent leur véritable visage, celui de la barbarie. L'exode des populations d'origine albanaise du Kosovo est alors leur seule issue comme elle l'a été pour les deux millions de personnes qui dans le passé ont dû fuir les milices fascistes de l'armée serbe en Croatie et en Bosnie. L'État serbe est un État fasciste et Milosevic un dictateur qui a méticuleusement éradiqué toute opposition et forces sociales en Serbie avant de se lancer dans son aventure guerrière au plus grand mépris de la population.

De l'échec du communisme et du libéralisme...

Une telle situation n'a pu se cristalliser que par l'action de deux idéologies tout aussi criminelles. D'une part, le communisme d'État qui ne s'est maintenu au pouvoir en Yougoslavie qu'en écrasant toutes les organisations et individus qui ne s'alignaient pas sur la ligne politique du parti exaltant et jouant systématiquement sur le nationalisme de chaque communauté constitutive de l'État fédéral. D'autre part, le libéralisme qui a été présenté comme la seule alternative lors de l'implosion du bloc communiste.

Les échecs respectifs de ces deux systèmes ont laissé la place à la démagogie nationaliste et au racisme d'État, auxquels se sont raccrochées des populations totalement déstabilisées par les bouleversements qu'elles subissaient au niveau économique et social dans cette période de transition et de mutation

dont les bénéficiaires profitaient une fois de plus à une petite minorité de la société. Bien souvent ce sont les mêmes individus qui se sont maintenus au sein des classes dirigeantes. Ils sont tout simplement passés du capitalisme d'État au capitalisme privé. Rappelons que dans les États nés de l'ancienne Yougoslavie comme dans l'ensemble des pays d'Europe centrale un quart de la population a vu son niveau de vie largement progresser pendant que la moitié de la population le voyait s'effondrer et un quart stagner au cours des dernières années.

science que tout leur bel édifice pouvait bien être sapé par la présence d'un État serbe imposant sa politique totalitaire à toutes les minorités d'Europe centrale. Après son incapacité à empêcher la purification ethnique en Bosnie, l'Union Européenne ne pouvait se permettre un nouveau désastre au Kosovo sans être politiquement discréditée. Pour l'Union Européenne l'alliance avec les États-Unis était incontournable pour affronter un État serbe allié traditionnel de la Russie.

C'est donc l'OTAN, bras armé de la politique européenne des États-Unis

gendarme du monde afin de pérenniser la domination de son système économique, politique et social.

Face à une intervention militaire de l'OTAN qui nous est imposée et dont nous savons bien que s'ensuivront des solutions qui laisseront en place tout à la fois l'exploitation et la domination des populations tant en Serbie qu'au Kosovo et ailleurs, nous devons pour le moins exiger l'ouverture des frontières pour qu'au moins les victimes albanaises ou autres des bombardements et des épurations ethniques puissent trouver refuge ici-même. Cela permettrait de

matérialiser une solidarité effective entre les populations. De même nous ne pouvons qu'affirmer notre solidarité envers toutes les désertions et réclamer l'accueil et le statut de réfugié pour les déserteurs de toutes les armées quelles qu'elles soient.

Nous ne cesserons jamais de dénoncer et de lutter contre les marchands de canons, les armées, les nationalistes, les États et les systèmes économiques généralistes d'oppression et de logique guerrière!

Union locale Lyon de la
Fédération anarchiste



Le nationalisme était alors la dernière solution afin de cimenter les populations au pouvoir en place quitte à les lancer dans la guerre inter-ethnique dans le seul but de renforcer ces mêmes pouvoirs.

Des individus de toutes les populations, kosovars, bosniaques comme croates ou serbes ont largement payé le prix d'une telle logique depuis bientôt près de dix ans. La guerre ne bénéficie jamais aux populations mais aux dirigeants nationalistes, aux hommes d'affaires, aux marchands de canons, aux militaires et aux autres réactionnaires de tous poils.

... à l'intervention armée
des gendarmes du monde!

Aujourd'hui les États membres de l'Union Européenne ont pris cons-

qui fait le sale boulot. Encore une fois ce sont les populations civiles qui vont payer le prix fort, en destructions d'infrastructures et en vies humaines. Tout comme nous n'avons pas cru à la guerre technologique en Irak, au rôle humanitaire des « soldats de la paix » de l'ONU en Bosnie ou en Somalie, nous ne sommes pas dupes sur l'intervention de l'OTAN en Serbie. Une guerre et ses bombardements ne peut se faire sans son lot de destructions, de mutilations, de morts et de conséquences sociales et économiques désastreuses sur le long terme.

Comme toujours ce sont les plus pauvres qui sont les moins protégés et les premiers touchés par ces fléaux. Loin de toutes préoccupations humanitaires, l'intervention guerrière de l'OTAN a comme seul objectif de réaffirmer son pouvoir de domination et son rôle de

Kosovo : la logique guerrière page 5 et 8

EDITORIAL

Des études menées dans le cadre du suivi du plan de lutte contre la violence dans les établissements scolaires par trois chercheurs notent une forte dégradation de la situation. Une des études montre l'émergence de nouvelles formes de violence plus radicales : atteinte à la dignité des personnes, racisme et sexisme, maltraitance sexuelle entre les élèves, les violences collectives pouvant entraîner des phénomènes fascisants et d'émeutes. Les violences contre les institutions se développent aussi.

Il ne faut pas être grand clerc pour comprendre que ces violences sont pour la plupart issues des banlieues. Or, à l'heure actuelle, la seule réponse possible institutionnelle est la répression. Il va donc sans dire que ces violences vont perdurer. Violences par ailleurs renforcées par un sentiment d'exclusion, et notamment dans le monde du travail. En effet, nombreux sont les élèves qui se sont vus refoulés d'entreprises alors que ce n'était que pour l'obtention d'un stage, et ce uniquement à cause de leur couleur de peau ou de leur nom.

Alors, que dire du rapport rendu public le mardi 6 avril, et qui préconise une « autorité indépendante » contre les discriminations, si ce n'est que cette nouvelle autorité nous apparaît comme étant un nouveau pis-aller, une nouvelle poudre aux yeux. Nous ne pouvons pas nous laisser bernier par une telle baudruche institutionnelle. Et à moins de deux mois des élections européennes, la tentation de calmer un électoralat de gauche a sans doute été la plus forte.

Toutefois, nous ne pouvons que condamner la plupart de ces violences. Il y a donc une importance certaine à ce que les anarchistes commencent à poser des jalons dans les banlieues où ils vivent. Mais parce que la criminalisation d'une partie de la jeunesse ne peut pas nous satisfaire dans notre combat quotidien, il nous faut donc faire un travail auprès de ces nouveaux prolétaires, afin qu'ils prennent conscience que ce n'est pas la religion, leur planche de salut. Voilà sans doute un défi à relever!



Vous avez dit démocratie ?

DANS NOTRE SOCIÉTÉ, notre politique, nos médias, la démocratie est devenue un emblème (cf *l'Emblème démocratique* par F. De Bernard, éd. Mille et une nuits). C'est-à-dire que le mot même de démocratie cache une réalité non démocratique et permet d'aveugler les citoyens sur la nature réelle des régimes et mouvements politiques. Dictateurs, fascistes rouges ou bruns, politiciens... tous se réclament d'elle, comme si ce mot d'une façon magique les rendait, eux et leurs systèmes politiques, blancs comme neige, en un mot démocratiques. Cet attachement excessif et abusif à ce mot essentiel est symptomatique d'un malaise ; il doit nous mettre la puce à l'oreille et nous inciter à confronter, comparer définitions de la démocratie et réalités.

La définition communément admise est : « la démocratie, c'est le gouvernement de tous, pour tous, par tous. » (Théodore Parker). Ainsi, la démocratie est un système politique qui s'applique à tous, dans l'intérêt de tous, et auquel tout le monde participe.

L'illusion démocratique

La condition qui veut que la démocratie soit un régime s'appliquant à tous est respectée dans tous les régimes dits démocratiques. Pourtant, fascismes, oligarchies, régimes marxistes-léninistes, monarchies... concernant aussi la totalité de la population des pays où ils sont ou ont été mis en place.

La deuxième condition veut que la démocratie soit un système politique dans lequel les décisions sont prises dans l'intérêt de tous, chacun étant placé sur un pied d'égalité. Un examen quelque peu sérieux et objectif démontre le contraire. Par exemple, en France, la politique fiscale est très inégalitaire : François Pinault qui a une fortune d'environ 15 milliards de francs ne paie pas – grâce à une « niche » fiscale et en se faisant une exonération de 140 000 000 F – l'impôt de solidarité sur les grandes fortunes (ISF). D'autre part, le taux marginal de prélèvement net des 10 % de salariés les moins bien payés est supérieur d'un tiers à celui des 10 % de salariés les mieux payés (*Alternatives Économiques*, hors série n°36, pp 32-33).

La troisième condition est que la démocratie est un système politique auquel tout le monde participe. Les personnes attachées à ce régime soi-disant démocratique nous démontrent que tous les citoyens participent par l'intermédiaire des élections. On peut leur répondre que tout le monde ne participe pas aux élections et que la participation démocratique ne se résume pas à mettre un bout de papier dans une boîte tous les 5, 6 ou 7 ans. De plus, lors des élections il est décidé du nom des personnes, et pas des idées ou des décisions. En effet, les mandats ne sont pas impératifs, les élus peuvent mener une politique tout à fait inverse à leur programme si ça leur chante. Les électeurs n'ont qu'un seul droit : participer à la désignation d'une élite (élection et élite ont la même étymologie) qui décidera et exécutera ses propres décisions, sans contrôle ni véritable assentiment de la part des citoyens. Et on peut remarquer que dans les démocraties représentatives, on parle de « classe » politique ou dirigeante : les politiciens et les dirigeants ont leurs propres intérêts, différents des autres classes (c'est la définition d'une classe), donc s'opposent à ces dernières. Il en résulte que ceux qui participent réellement au fonctionnement

du régime n'agissent pas dans l'intérêt général, mais dans le leur et dans celui de leurs relations médiatiques (on parle de « classe politico-médiatique »), financières, économiques...

Serge Halimi, dans *Les nouveaux chiens de garde*, et Pierre Carles, dans son documentaire *Pas vu, pas pris*, ont très bien montré les liens, les connivences entre politiques et médias ; et la perle – de la part de ces derniers – de leur rôle de contre-pouvoir. De plus, les relations entre pouvoir économique et politique sont flagrantes lors des chutes des gouvernements : la plupart des membres des cabinets ministériels retrouvent un emploi dans les entreprises qui passent des marchés publics (Vivendi, Lyonnaise des Eaux...) ou qui ont besoin de l'État pour survivre (Renault avec Schweitzer, industries de l'armement...). En outre, en démocratie, le peuple doit être souverain, c'est lui qui commande, prend les décisions, en somme a le pouvoir.

L'abandon de toute souveraineté

Or, « la démocratie représentative » nous oblige à abandonner notre souveraineté. Lors des élections, le peuple

applique. Non seulement les élus échappent au contrôle du peuple, mais aussi de la loi dont ils se présentent comme les plus grands défenseurs.

La pouvoir est confisqué par la bureaucratie, les technocrates, les hauts fonctionnaires, etc., qui dirigent sans avoir d'autre légitimité que leurs diplômes, qui forment une sorte de pouvoir de l'ombre inaccessible, qui n'a jamais à répondre de ses actes, et qui est ainsi très difficile à dénoncer, même si sa dénonciation permet souvent de ne pas remettre en cause les élus.

D'autre part, un des arguments centraux des personnes attachées à ce régime est que malgré toutes ses imperfections, celui-ci reflète quand même la volonté populaire puisque les dirigeants sont élus par le peuple. Pourtant la plupart des régions sont dirigées par des présidents représentant moins de 20 % des inscrits!

Élire c'est aussi renoncer au principe d'égalité : on désigne quelques personnes, une élite, qui aura plus de pouvoirs, plus de protections (l'immunité parlementaire permet d'échapper aux poursuites judiciaires, le président de la république est pénalement irresponsable...), plus de droits, de considération, d'estime que les autres citoyens, alors que l'égalité est aussi une des valeurs fondamentales de la démocratie. Mais c'est encore l'Assemblée nationale et les députés qui sont les plus révélateurs de la confusion entre les différentes représentativités et finalement de la non-représentativité du peuple par les élus.

Pendant la campagne chaque candidat se propose d'être le représentant de sa circonscription ; or, comment représenter des gens qui n'ont pas voté pour vous ? Et l'on sait que par les mécanismes électoraux (votes pour d'autres candidats, votes blancs, votes nuls, abstentions, non-inscription sur les listes électorales, absence de droit de vote...) leurs électeurs sont très minoritaires dans leurs circonscriptions, donc la règle démocratique de la majorité n'est pas respectée.

Après les élections, lorsque les députés sont à l'Assemblée nationale, ils disent représenter la nation française tout entière, se contredisant et mentant par la même occasion, car comment représenter à la fois une caissière d'Auchan et la famille Mulliez propriétaire de cette entreprise ? S'ils sont dans l'opposition, ils prétendent représenter les personnes opposées à la politique gouvernementale, mais ces personnes ne les ont à aucun moment mandatés.

Souvent les députés représentent leur propre parti qui leur donne des consignes de vote, qui les fait soutenir une « ligne »... et le peuple ? En réalité, les politiciens représentent objectivement et dans les faits, les intérêts de la bourgeoisie et des capitalistes. En effet, politiques fiscale, économique, sociale... ont pour fonction de maintenir et de pérenniser le désordre établi au profit de cette classe.

Souvent il est dit que les problèmes de fonctionnement de la démocratie (si on peut encore l'appeler comme cela) résultent du système électoral. Tous ces changements ne modifieraient en rien la cause essentielle de la dérive « démocratique » : la passivité, le renoncement, le désintérêt, la soumission, l'inculture politique, la non-réflexion, le manque de conscience... du peuple.

Donc, la « démocratie » n'est qu'une façade faite de bonnes intentions. Ce système politique qui n'a jamais réellement mis en œuvre ses intentions (Liberté-Egalité-Fraternité!) cache un régime représentatif... de la bourgeoisie, classe qui domine économiquement, socialement et politiquement grâce à l'État et à un régime qui utilise, contrôle la populace (État policier) et qui lui permet d'asseoir son pouvoir. Ce constat fait, tout parti politique qui participe à un tel régime se rend complice de la bourgeoisie.

Si un parti se réclamant et étant composé de membres du peuple arrive à la tête de ce régime, il remplacera la classe dirigeante bourgeoise par une autre classe composée de bureaucrates et de technocrates qui s'appropriera de fait et en pratique, tout le pouvoir économique et politique.

Contre la démocratie parlementaire, la démocratie directe !

Ces points de vue par rapport aux élections, au vote, et plus généralement par rapport au pouvoir et à l'État, il faut réussir à les faire partager par le plus grand nombre. Les gens doivent prendre conscience que la politique ne se borne pas à désigner des personnes. Et je pense que les gens ont de plus en plus le sentiment que les décisions politiques ne sont pas prises dans l'intérêt de tous, mais en fonction d'une autocratie formée par des politiciens, des technocrates, des industriels, des capitalistes, des PDG... qui cachent leurs intérêts derrière le marché et une prétendue souveraineté du peuple. Les gens sont de plus en plus déçus par la démocratie représentative (il suffit de voir les taux d'abstentions), et il ne faudrait pas qu'ils n'aient que le choix du FN (qui est sûrement moins moribond qu'on veut le croire) pour exprimer cet écœurement.

Mais sans propositions, sans alternative la critique, l'écœurement, le refus sont stériles. C'est pourquoi il est indispensable que les anarchistes exposent leurs idées, montrent leurs pratiques en étant présents sur le terrain social et politique, dans les médias (même s'ils sont à utiliser avec prudence), dans la rue... Il faut faire connaître aux gens le fédéralisme libertaire, le mandat impératif... En somme, il est nécessaire de faire comprendre que la véritable démocratie, c'est l'Anarchie.

Mais celle-ci ne viendra pas toute seule. Pour cela, il faut que les gens comprennent qu'elle n'est pas une utopie ; et que la véritable utopie est de croire que le capitalisme est le seul système économique possible, c'est de penser que l'État est indispensable, c'est de croire que leur seule participation à la vie politique c'est de mettre un bout de papier dans une boîte, c'est de croire que la souveraineté ça s'abandonne, c'est de penser que les élus et l'État s'intéressent à nos problèmes et veulent les résoudre, etc. Il faut réussir à faire comprendre que les maux de la société ne viennent pas des autres, qu'ils soient patrons, flics, élus, capitalistes... mais de nous tous, la populace. En effet, c'est nous qui avons abandonné la lutte par fatalité, lâcheté, ignorance, par manque de responsabilité, de conscience... Tout repose sur nous, la populace : il « suffit » que nous disions non à ce système, et oui à l'Anarchie!

Laurent Bosal (Strasbourg)



donne son pouvoir aux élus – ce n'est donc pas lui qui, dans les faits, détient le pouvoir. Car élire ce n'est pas décider, les élus, normalement choisis en fonction de leurs programmes, n'appliquent jamais ces derniers. La campagne électorale se résume alors à un concours d'hypocrisie ; et les gagnants du concours une fois au pouvoir, on a – au mieux – le droit de dire son désaccord. Comme disait l'autre : « Le fascisme c'est ferme ta gueule, la démocratie : cause toujours. » Et lorsqu'un parti est porté au pouvoir, celui-ci sera nécessairement au-dessus des lois puisqu'il les rédigera et sera en charge de les faire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris
 Directeur de publication : André Devriendt
 Commission paritaire n°55 635
 Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé, 76200 Dieppe.
 Dépôt légal 44 145 – 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 – La Vigie
 Diffusion N.M.P.P.

le monde libertaire Rédaction-Administration : 145, rue Amelot 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	45 F	70 F	60 F
3 mois 13 n°	105 F	170 F	140 F
6 mois 25 n°	195 F	310 F	250 F
1 an 45 n°	350 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
 Nom Prénom
 Adresse
 Code postal Ville
 Pays A partir du n°(inclus).
 Chèque postal Chèque bancaire
 Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

DECLIC... et des claques !

ILS SONT UNE VINGTAINÉ DE PROFS et de parents. Leur association est forte de plusieurs centaines de membres. Ils sont de Paris, de Lozère et d'ailleurs. Toutes et tous étouffent dans le système scolaire actuel. Toutes et tous sont désireux de se bagarrer contre un échec scolaire épousant soigneusement les contours des inégalités sociales, contre la montée de la violence...

Depuis deux ans ils se réunissent, débattent et peaufinent leur projet. Nom de code : D.E.C.L.I.C. (Développement expérimental d'un collège lycée d'initiative citoyenne). Objectif : la création d'un collège et d'un lycée sectorisé et public s'adressant en priorité aux jeunes des banlieues défavorisées et appliquant la pédagogie Freinet. « Les collèges et les lycées traditionnels sont basés sur la compétition (avoir de meilleures notes que les autres) et la sélection/orientation. La pédagogie Freinet, au contraire, est basée sur la coopération et l'entraide. Elle a ceci de particulier

qu'elle permet à tous de réussir en permettant à chacun d'avancer à son rythme et en valorisant les réussites (par exemple, aucun élève ne peut jamais se sentir "nul" : il y aura toujours un texte, un dessin, une activité qui lui permettra d'être valorisé par le groupe. »

Ils ne demandent pas des moyens exorbitants mais exigent, pour que l'équipe éducative soit d'une cohérence sans faille, de pouvoir se coopter.

Bénédictin ministérielle

Bref, ces enseignants et ces parents, comme ceux qui ont portés les projets de lycées expérimentaux (Saint-Nazaire, lycée autogéré de Paris) il y a dix huit ans, entendent démontrer que le service public d'éducation, pour peu qu'on en change le mode de fonctionnement actuel et qu'on l'irrigue de nouvelles méthodes pédagogiques et de certaines valeurs (autogestion, cogestion, entraide...), est tout à fait à même d'instruire et d'éduquer les enfants sur la base de

l'égalité des chances, de les éveiller au plaisir et au désir d'apprendre, et de les former à la citoyenneté.

Sans doute ému par une telle volonté réformatrice, le camarade ministre Claude Allègre, dans une lettre en date du 1er septembre 1998, soutint le projet DECLIC. Sur le principe, sur l'esprit, sur la démarche...

Idem pour Philippe Mérioux, l'ancien conseiller du prince et l'actuel directeur de l'INRP.

Avec de tels atouts dans leur manches les membres de DECLIC qui, entre-temps s'étaient retrouvés confrontés au refus du conseil d'administration du collège pressenti pour les accueillir, attendaient beaucoup de la réunion du 13 mars 1999 au rectorat de Créteil. Le rectorat, de toute évidence, allait les aider à résoudre leurs problèmes.

Que nenni !

Disons-le tout net, cette réunion (cf le bulletin d'avril de DECLIC) fut surréaliste.

Une directrice de cabinet rectoral ignorante, sans pouvoir et complètement à côté du vélo, un inspecteur général agugu agaga, une IPR se demandant ce qu'elle faisait là..., l'issue ne faisait aucun doute. Le rectorat de Créteil refuse de se mouiller dans le projet et joue la montre en renvoyant DECLIC sur l'inspection académique.

Ainsi donc, malgré le soutien (certes très éthéré) du ministre de l'Éducation nationale et de son principal conseiller en réformes, DECLIC se heurte aux réticences d'une administration paniquée à la seule idée de mettre un doigt de pied en dehors des clous de la norme, de l'habitude et de la routine.

Que faire ?

En 1981, quand Gabriel Cohn-Bendit, fort de ses appels à voter pour Mitterrand, a obtenu l'autorisation (et le financement) d'ouvrir un lycée autogéré public à Saint-Nazaire, entre 50 et 100 projets du même tonneau ont été élaborés et présentés au ministère.

Seuls deux obtinrent un feu vert. Et depuis on en est toujours là.

À l'évidence le ministère de l'Éducation nationale peut se permettre le luxe d'une ou deux verrues autogestionnaires (surtout si elles restent bien sages au fond de la classe) mais n'a pas un seul instant l'intention de voir son grand corps couturé de hiérarchies et de féodalités en tous genres se recouvrir de boutons, surtout si ces boutons sont susceptibles de se transformer en fleurs d'espérance.

Simple question de survie pour l'école capitaliste dont la fonction sociale (dans sa triple dimension étatique, confessionnelle ou patronale) est de créer les conditions cul-

turelles de la reproduction de la division sociale!

Dans ces conditions (et ce sont les conclusions auxquelles sont arrivés les militants de DECLIC) il n'y a pas cinquante solutions pour ceux et celles qui ne désespèrent pas d'une école de l'égalité des chances, du désir et du plaisir d'apprendre, et du bonheur de se construire en tant qu'individu et que citoyen : soit on crée un rapport de force suffisant pour imposer un projet particulier à l'administration, tout en sachant que la méthode a des limites (numériques) car on ne réformera pas le monstre de l'intérieur, soit on se fait un plan en dehors de l'institution dominante en l'habillant (le plan) des habits de lumière de la laïcité, de la gratuité, de l'égalité des revenus, de la propriété collective..., tout en sachant que la méthode a ses limites (numériques) car on ne réformera pas le monstre de l'extérieur.

Dans les deux cas de figures c'est une putain de bagarre et pour avoir tâté des deux (le projet l'EMILE - lycée expérimental misant intégralement sur la liberté et l'égalité - fut refusé par le ministère de l'éducation nationale il y a une dizaine d'années, ce qui nous a conduit à nous lancer dans l'aventure de la république éducative libertaire Bonaventure) c'est peu dire que je souhaite bonne chance aux camarades de DECLIC.

Mieux, je leur souhaite ce que nous avons loupé, c'est-à-dire de réussir à rallier à leur panache blanc toutes les tribus innombrables mais éparées de l'évolution et de la révolution éducative et sociale.

Dans cette hypothèse les libertaires sauront, j'espère, répondre présents.

Jean-Marc Raynaud

La gauche plurielle construit l'école libérale

LA GAUCHE AU POUVOIR A DÉCIDÉMENT DE QUOI rassurer les patrons. Elle a réussi à imposer des politiques libérales aux salariés de l'Éducation, là où la droite s'était toujours heurtée à des résistances farouches. En stigmatisant les fonctionnaires et leurs statuts prétendument privilégiés, la gauche a mis les enseignants au pied du mur. Ils doivent aujourd'hui assumer un rôle de « manager » des aides-éducateurs, sous peine d'être taxés de conservatisme! C'est une attaque de plus contre des statuts décents, et qui pérennise les emplois précaires déjà nombreux dans l'Éducation (3 000 surveillants, 10 000 emplois-jeunes et 1 000 appelés du contingent).

Et ça ne fait que commencer, l'Éducation va devoir marcher au rythme de la flexibilité de l'emploi, imposée à de plus en plus nombreux parents salariés. La très pompeuse charte du XXI^e siècle prévoit ainsi des aménagements du temps périscolaire qui permettraient l'accueil des enfants jusqu'à 18 heures ou 18 h 30 dans les écoles. L'État ne déboursa pas grand-chose puisqu'il en profitera pour remplir l'emploi du temps des aides-éducateurs qui doivent 39 heures à l'État, rentabilité oblige!

L'école doit désormais répondre aux besoins les plus immédiats et aussi les plus éphémères des entreprises, mais la professionnalisation à outrance est souvent le préalable à la surexploitation et au chômage précoce. Certaines formations sont mises en place alors qu'à leur tenue les patrons réclament déjà autre chose ou plus personne du tout...

L'Éducation nationale mise à l'heure de l'économie de marché devra de plus en plus en assumer l'ordre idéologique.

Le rôle hiérarchique des chefs d'établissement est renforcé, l'idée a même été lancée d'en faire des recruteurs d'enseignants. Allègre veut aussi appliquer la logique du « zéro défauts », en vogue sur les chaînes de production les plus pénibles, comme si l'école devait produire des marchandises dans une pure logique de rentabilité.

Mais le discours sur le rôle intégrateur de l'école est désormais discrédité par la présence de 5 à 6 millions de personnes vivant avec moins de 3 500 F par mois. Du coup, il laisse place à un catéchisme républicain dont les deux fers de lance : « citoyenneté » et « laïcité » (d'État), révèlent une volonté de contrôle accrue sur des populations exaspérées par la misère. La gauche plurielle prétend former des citoyens, mais elle sacrifie la culture générale et l'esprit critique aux intérêts capitalistes. Elle prône la laïcité pour virer quelques filles voilées, mais elle favorise le financement de l'enseignement catholique en donnant plus de pouvoir aux potentats locaux. Il n'y a donc rien à espérer d'une élection de plus, ni des grèves « presse-bouton » lancées par les directions syndicales pour calmer le jeu plus que faire céder l'État. Ce sont au contraire des luttes auto-organisées et solidaires qui pourraient faire reculer le gouvernement, en mobilisant tous ceux, qui très nombreux (enfants, parents, enseignants, éducateurs, animateurs), sont concernés par l'Éducation. Outre des acquis, immédiats, comme pour la Seine-Saint-Denis, qui cette année a obtenu 1000 postes d'enseignants supplémentaires, un tel mouvement peut permettre l'ébauche d'un projet éducatif qui réponde réellement aux besoins sociaux.

groupe Kronstadt

En bref

■ **Expo à Rennes jusqu'au 15 mai : Le Monde libertaire, un siècle de presse anarchiste.** L'expo est présentée au Local anarchiste rennais, 9, rue Malakoff. Horaires : mercredi et samedi de 15 à 19 heures. Tél : 02 99 67 92 87.

■ **Le numéro d'avril du journal Alternative Libertaire est disponible à la librairie du Monde libertaire et par correspondance (20 FF l'exemplaire, 150 FF pour les lecteurs du ML, chèques à l'ordre de Roger Noël) à la BP 103, 1050 Ixelles 1, Bruxelles, Belgique.**

Au sommaire : L'actualité vu de Flandre ; Chômeur pas chien ! ; Pour une Europe ouverte et solidaire ; Les femmes en noir de Bruxelles ; Reconstruire l'alternative ; Monsanto et les

OGM ; L'écologie sociale dans la cité ; La sexualité, un enjeu collectif ; A propos de la prison (suite) ; Le Théâtre de l'Opprimé à Londres ; Les feuillets de la Liaison Antiprohibitionniste.

■ **Un groupe F.A. vient de se constituer à Sarrebourg (groupe Voline-Ne plus subir).** Pour le contacter : c/o CRES, B.P. 113, 54510 Tomblaine.

■ **Bientôt une librairie anarchiste à Rouen ! C'est possible... si vous souscrivez.** Envoyez vos chèques à CES, B.P. 4202, 76 723 Rouen cedex. CCP : 4 469 70 R 035 Rouen (mention librairie). Retrouvez le groupe de Rouen de la F.A. sur le Web en tapant : <http://chez.com/farouen> ; e-mail : farouen@chez.com

Faits d'hiver

Poètes, vos papiers !

Il y a plusieurs siècles, après avoir été arrachés d'Afrique, ils se sont enfiés des plantations où ils étaient réduits en esclavage et ils ont gagné la forêt.

Ils s'y sont installés. Ils ont construit des villages de par et d'autre du Maroni, n'hésitant jamais à sauter la frontière que constituait le fleuve pour aller en Guyane française quand la pression des colons hollandais était trop forte ou en Guyane hollandaise quand les colons français se faisaient menaçants.

Jusqu'à il y a encore peu, ces quelques milliers de boschs ou « nègres marrons », vivaient à l'afrique d'autrefois sur la frontière entre la Guyane française et le Surinam, ne demandaient rien à personne et n'intéressaient personne.

Lors de la guerre civile au Surinam ils se sont largement repliés sur la Guyane. Et, les années passant, ces habitants du fleuve, qui se moquaient des frontières et les utilisaient pour sauvegarder leur liberté, se sont décidés à rentrer dans le rang de la normalisation.

Dans la foulée d'un pré-recensement organisé l'an dernier, ces descendants d'esclaves en fuite dépourvus de tout état civil - et pour cause - ont donc demandé des papiers.

Des papiers de citoyens français, ce qu'ils sont pour une grande part d'entre eux puisqu'ils sont nés en Guyane française ou qu'ils y résident régulièrement.

Après plusieurs jours de pirogue pour se rendre à St Laurent du Maroni, on leur a donc demandé de justifier de leurs lieux de naissance et de fournir des factures d'électricité (il n'y a pas l'électricité) ou de téléphone (il n'y a pas le téléphone)...susceptibles d'apporter la preuve que...

La plupart de ces français de souche (les boschs de la rive droite du Maroni sont plus français que les corses ou les savoyards) se sont bien évidemment fait éconduire.

Camarades abrutis de la gauche plurielle, vous n'en loupez décidément pas une !

Jean-Marc Raynaud

Temps partiel et réduction du temps de travail

LA RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL, TANT SOUHAITÉE PAR bon nombre de salariés, recèle des conséquences désastreuses souvent insoupçonnées et que dans bien des cas, les syndicats ne cherchent pas à dévoiler. Il en est ainsi de la réduction du temps de travail pour les contrats à temps partiel.

Rappelons tout d'abord que le temps partiel ne cesse de progresser depuis les lois qui l'ont non seulement organisé mais suscité très fortement. En 1981, une première loi (1) autorise le recrutement à temps partiel, dans le secteur privé comme dans le secteur public. Auparavant, le travail à temps partiel était l'exception: seuls les salariés présents dans l'entreprise pouvaient passer à temps partiel. La durée hebdomadaire de travail doit, alors, être comprise entre la moitié et les trois-quarts de la durée légale. Puis, l'ordonnance du 26 mars 1982 (2) supprime la référence à la durée hebdomadaire normale de travail dans l'établissement: les emplois à temps partiel sont désormais ceux dont la durée mensuelle est inférieure d'au moins un cinquième de la durée légale ou conventionnelle du travail. L'embauche peut dorénavant s'effectuer à temps partiel. Les lois de 1992 et de 1993 (3) favorisent le développement du temps partiel par des exonérations des cotisations sociales patronales: 30% d'abattement (après avoir même monté en 1993 à 50%) pour un travail compris entre 16 et 32 heures par semaine en moyenne, cette durée étant appréciée sur une base annuelle. Enfin l'accord pour l'emploi (dixit) du 31 octobre 1995 a encore accentué le recours aux temps partiels par un surcroît d'exonération contre un surcroît d'exploitation: annualisation, flexibilité, précarisation. Si bien qu'un salarié à temps partiel a un coût horaire inférieur de 26% en moyenne par rapport à un salarié à temps plein, alors qu'il est démontré qu'un salarié à temps partiel a un rendement supérieur. (4)

Le temps partiel surtout imposé aux femmes

Si en 1982, seulement 6,5% de la population active était à temps partiel, en 1996, c'est 16,5% qui l'est. Le temps partiel a presque triplé en quinze ans. Il touche 3,7 millions de salariés soit 3 millions de femmes. 30,1% des femmes travaillent à temps partiel, 5% des hommes. Et ce sont surtout dans les entreprises de moins de 10 salariés, que le temps partiel représente un fort taux de travailleurs, 31%: soit près d'une femme sur deux, soit 14% des hommes.

Et le temps partiel c'est généralement des horaires irréguliers, tard le soir et tôt le matin, souvent le week-end, que ce soit dans la restauration, l'hôtellerie, le commerce, le nettoyage, l'aide à domicile ou le secrétariat. Par exemple, les caissières de la grande distribution ou les agents de nettoyage n'ont pas le choix. L'emploi n'est proposé qu'à temps partiel, c'est donc un temps partiel imposé, et les horaires de travail doivent répondre à la clientèle: le soir et le week-end pour les caissières, le matin et le soir pour le nettoyage en dehors des heures de bureau. Justement à des heures où sont attendues les femmes pour s'occuper des enfants et de leur chère famille. Sans compter que parfois les salariées à temps partiel peuvent être absentes de chez elles jusqu'à dix heures par jour ou qu'elles peuvent avoir un contrat de 24 heures sur six jours.

Une déréglementation à venir

En fait, dans la grande majorité des cas, le temps partiel se conjugue au féminin et ne se choisit pas: il est imposé dès l'embauche. Le temps partiel choisi ne l'est que dans très peu de cas, et surtout dans la fonction publique. Encore que le temps partiel imposé y progresse aussi, notamment à la Poste. Lors des négociations sur la réduction du temps de travail, soit la réduction se fait *pro rata temporis*, soit les salariés à temps partiel sont écartés du champ d'application. Dans le premier cas, ils bénéficient d'une réduction du temps de travail mais aussi d'une réduction de salaire en cas de non compensation salariale complète, ce qui est le cas le plus fréquent. Quand bon nombre de salariés à temps partiel ne gagnent qu'entre 2 500 et 4 000 F, il est facile d'imaginer l'accentuation de la pauvreté chez les femmes: 80% des pauvres sont déjà des femmes. Dans le second cas, la réduction du temps de travail ne s'applique qu'aux seuls salariés à temps plein, si bien que le taux de salaire horaire des temps partiels risque fort de se voir, de fait, diminué en cas de compensation salariale même partielle.

Autre cas de figure, celui d'accord prévoyant des dérogations d'organisation du temps de travail pour les seuls temps partiels: l'exemple de l'accord proposé cette année par l'UNIFED, union patronale de la branche sanitaire, sociale et médico-sociale. Dans l'article 15 consacré aux temps partiels, il est fait référence aux heures complémentaires qui peuvent atteindre le tiers du volume horaire prévu au contrat alors que l'article L.212-4-3 du Code du Travail prévoit un nombre d'heures

complémentaires qui ne peut être supérieur à 1/10e de la durée prévue dans le contrat. En outre, « la période minimale de travail continu rémunéré » étant fixée à deux heures, « le nombre d'interruptions d'activité non rémunérées au cours d'une même journée ne peut être supérieur à 2 » et « la durée de l'interruption entre deux prises de service peut être supérieure à deux heures. » Rien de cet ordre n'est prévu pour les temps pleins.

Récapitulons: une salariée (ce secteur est très féminisé) débute sa journée à 8 h (lever des patients) pour une période minimale de 2 heures (jusqu'à 10 h) puis elle « bénéficie » d'une interruption d'activité non rémunérée de 2 heures et reprend son service à midi jusqu'à 14 h (pour servir le repas et faire la vaisselle); elle « bénéficie » à nouveau d'une interruption de 3 heures pour reprendre son service à 17 h et finit sa journée à 19 h. Au total, l'amplitude de la journée de travail n'a pas excédé les 11 heures comme il est prévu dans l'accord. Elle aura travaillé 6 heures, ce qui est un temps partiel, et aura joui de 5 heures de coupure qu'elle aura consacrées pour partie à l'établissement car elle ne sera probablement pas rentrée chez elle. Un contrat parfaitement légal pour un temps excessif de disponibilité de la part de la salariée et un salaire partiel. Il est indispensable de comprendre en quoi la déréglementation du travail touche principalement les femmes du fait du temps partiel imposé mais pour autant les hommes ne sont pas à l'abri. Les menaces qui pèsent ici ne sont que les prémises d'un temps de travail complètement dérégulé touchant tous les salariés.

C'est pourquoi il semble urgent de défendre la seule règle du temps plein. Dans les négociations sur la réduction du temps de travail, à tous les temps partiels doit être proposé le retour au temps plein avant application de la réduction du temps de travail. Toutes les exonérations de cotisations patronales incitant au temps partiel doivent être supprimées, de même que les heures complémentaires (à intégrer au contrat ou à payer comme heures supplémentaires).

Hélène Hernandez

(1) Loi n° 18-64 du 28 janvier 1981.

(2) Ordonnance 82-271 du 26 mars 1982.

(3) Loi n° 92-1446 du 31 décembre 1992 et Loi n° 93-1313 du 20 décembre 1993 (loi quinquennale pour l'emploi et la formation professionnelle).

(4) Le cabinet américain Mac Kinsey a démontré qu'un temps partiel à 60% a une productivité de 77%, celui à 70%, une productivité de 87%. Source: Collectif National pour les Droits des Femmes

Rance-Soir: Franche démenence?*

QUAND LE MONDE LIBERTAIRE sera dans les kiosques, une page sera tournée pour l'ancien titre mythique, des années 60. À moins d'un événement de dernière minute *France-Soir* aura été vendu par la Socpresse (ex-groupe Hersant) à Georges Gohsn, représentant de la FISA (Financière immobilière Saint-Augustin). Et ceci pour le prix de 1 franc... (1)

Sur Georges Gohsn et ses financiers en ombres chinoises tout a été dit dans la presse. Le jeune homme amateur de cigares est habillé pour plusieurs hivers. Depuis le 17 mars dernier où ils ont été informés du projet de vente par Yves de Chaisemartin (PDG Socpresse) les élus du CE de *France-Soir* ne cessent de se mobiliser pour ne pas « subir passivement leur cession ».

Dans un premier temps ils ont demandé un délai avant de prendre position sur la vente du titre. Tout en s'assurant l'aide d'experts comptables et d'avocats du droit commercial pour étudier et vérifier la montagne de documents amenés par Yves de Chaisemartin pour valider la candidature « de la dernière chance » de Georges Gohsn. (2)

Le président de l'ex-groupe Hersant voulait en finir au plus vite, les élus du Comité d'entreprise ont même, pour calmer son « impatience », déposé un référé au tribunal de commerce. Un jugement au tribunal de grande ins-

tance leur a donné raison, accordant au CE jusqu'au 12 pour donner son avis sur la vente, suspendant ainsi toute action juridique jusqu'à cette date.

Fin de l'Etat de grâce?

Jusque là, aucune fausse note dans le déroulement des faits. Les élus du CE informaient les salariés des dispositions prises (référé, experts comptables, avocats). Journalistes, employés, ouvriers du Livre étaient tous unis pour dénoncer « cette annonce brutale », et gagner du temps pour avoir des garanties sur l'homme d'affaires Gohsn et son « groupe de financiers » restant dans l'ombre. Le mot d'ordre étant de ne pas rencontrer « l'homme qui rase gratis demain » et de laisser les élus du CE mener à bien ses investigations.

Rapidement, le front uni s'effrite. Des journalistes (syndiqués ou non) ont des contacts avec Georges Gohsn qui ne leur dit pas grand chose de plus que dans les interviews données dans la presse, et des ouvriers du livre qui redoutent la hache de guerre au lieu de s'unir pour affronter le problème...

Le Monde libertaire s'est fait l'écho des secousses telluriques qui ont agité les syndicats du livre parisien. Le dernier congrès de la CGT n'a pas arrangé l'ambiance. Néanmoins après la réunion du CE du 17 mars les frères ennemis s'étaient rencontrés et avaient

accepté d'aller voir ensemble Yves de Chaisemartin, président de la Socpresse, pour avoir des garanties sur l'avenir de *France-Soir*. L'armistice ne dura pas longtemps. Il faudra peut-être un jour qu'un spécialiste « ès-Kremlin » nous dénoue tous les fils de l'histoire... Une

opposition semble s'être cristallisée autour du maintien ou non de *France-Soir* dans le groupe Hersant. Peut-on choisir son patron, peut-on empêcher le propriétaire d'un journal de le vendre? Autant de questions qui n'ont pas obtenu de débats sérieux.

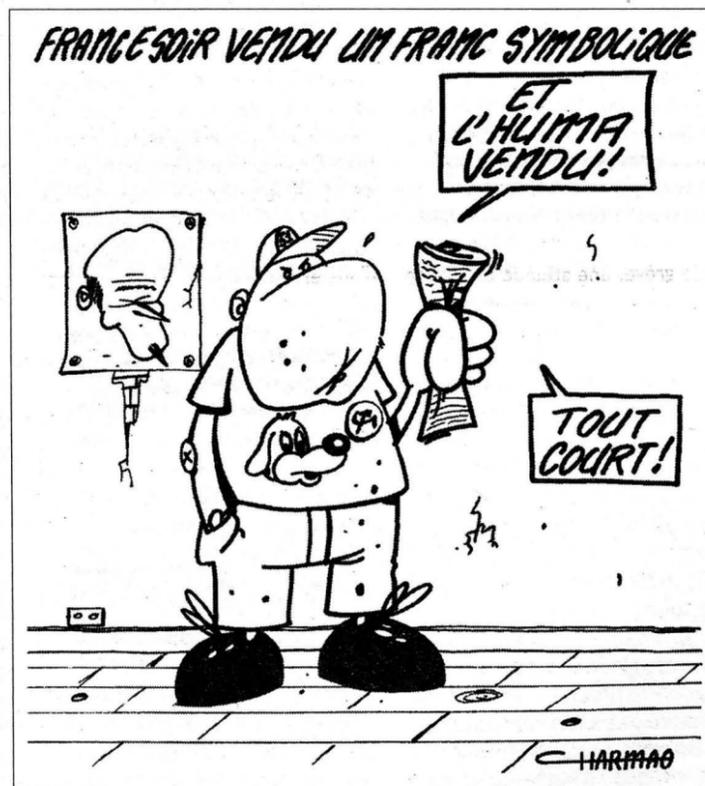
Résultat des courses: photgraveurs, typographes, messageries, (PDP, REC) allaient signer un accord avec le groupe Hersant et acceptaient de rencontrer Gohsn... Le tout devant les journalistes un peu interloqués de voir de près les fameuses dissensions du Livre parisien. Pour maintenir la pression, photgraveurs et typographes arrêtaient le Figaro tandis que pour ne pas être en reste les rotativistes bloquaient toute la presse parisienne. Événements assez difficilement explicables aux non-initiés. Pour ce qui est de l'embryon d'unité syndicale qui existait sur le site d'Aubervilliers, la « commune libre » est bien morte, le temps de rêver aura été bien court. Est-ce la faute à Montreuil, aux dissensions des ouvriers du Livre ou au grand méchant foup Gohsn dont certains craignent qu'il ne ferme le titre après avoir amusé la galerie quelque mois? On vous en reparlera si l'espérance n'est pas morte entre-temps.

Sitting Bull

* merci à Boris Vian.

(1) La cession se serait faite « pour le franc symbolique ». Pour les non-initiés cela semble une blague. Pour le monde de l'offre et de la demande cela semble être dans les mœurs.

(2) Un Comité d'entreprise n'a qu'un rôle consultatif. Mais il doit donner un avis pour que juridiquement la vente (ici du titre) soit entérinée par le conseil d'administration. D'où l'importance d'un délai accordé pour tout avis du CC.



La doctrine militaire américaine

L'OPÉRATION MILITAIRE actuellement menée contre la Serbie est entièrement contrôlée, dirigée par le gouvernement des États-Unis. Elle est présentée comme une opération visant à rétablir le « droit » pour les populations du Kosovo, elle n'est jamais resituée par les médias dans le cadre d'une doctrine militaire et politique américaine globale.

Les intérêts américains avant tout

« Nous devons être capables de nous défendre dans des guerres de toutes dimensions, de toutes formes et dans toutes les régions où nous avons des intérêts vitaux. » Cette déclaration du secrétaire à la défense de l'ex-président Reagan reste encore parfaitement d'actualité, à condition de se rendre à l'évidence que les États-Unis n'ont aucun intérêt vital au Kosovo, qu'ils se fichent éperdument du Kosovo et donc que le problème se trouve ailleurs.

Les principes militaires américains restent les mêmes : la fonction du système militaro-industriel reste de préserver l'American way of life et de défendre le « monde libre », c'est-à-dire un monde dans lequel l'accès aux matières premières, aux produits énergétiques reste librement accessible au capital américain et aux conditions que celui-ci impose. Mais là encore, le Kosovo ne présente aucun intérêt direct dans la défense du mode de vie des Américains et l'intervention américaine doit être en quelque sorte « décryptée » : ce qui est en jeu est la cohésion d'une Alliance atlantique dans laquelle certains – les Grecs – pourraient être tentés de soutenir les Serbes, par ailleurs soutenus également par la Russie, tandis que les autres – les Turcs – pourraient soutenir les Kosovars.

« Il faut [...] défendre les mines et les plantations d'Amérique latine ou d'Asie du sud-est, les gisements pétroliers du Moyen-Orient, les fabuleuses richesses du bouclier canadien, les richesses encore à peine exploitées de l'Afrique, le potentiel industriel de l'Europe occidentale où affluent les capitaux américains. Et, de surcroît, il faut assurer la liberté de navigation sur tous les océans et sur toutes les mers. L'appareil militaire est donc à l'échelle d'un empire sans frontière (1). » Un objectif d'une telle ampleur et d'une telle complexité ne peut se réaliser que par la mise en place d'une stratégie élaborée. Il n'est pas indifférent d'en connaître l'évolution depuis la Seconde guerre mondiale. Après 1945, la politique de défense américaine était fondée sur le principe d'une « riposte massive », nucléaire et immédiate, qui devait dissuader toute attaque de la part de l'URSS. On préconisait donc une réduction des moyens militaires classiques et l'accroissement du potentiel nucléaire. Mais, disaient alors les opposants à cette théorie, s'il se produisait une vague de soulèvements révolutionnaires dans le tiers monde, la stratégie de la riposte nucléaire massive serait totalement inopérante. Par ailleurs,

disaient-ils, une attaque généralisée contre les États-Unis ou contre l'Europe était peu vraisemblable. La perte d'un régime ami ne menaçait pas, à elle seule, les intérêts fondamentaux des États-Unis, mais la perte cumulée de plusieurs d'entre eux pouvait fortement nuire aux intérêts commerciaux et aux investissements américains.

Les opposants à la théorie de la riposte massive proposaient la « riposte flexible », adaptée aux différents types de menaces qui pouvaient apparaître, « de la guerre atomique générale à des infiltrations et à des agressions telles que celles qui menaçaient le Laos et Berlin ».

C'est la doctrine qu'adopta Kennedy. Les nouvelles méthodes de contre-insurrection et les nouveaux armements purent être mis à l'épreuve au Viet-Nam. Leur lamentable faillite et l'escalade vers une guerre totale plongèrent les États-Unis dans un tel bourbier que les pouvoirs de guerre à l'étranger du président subirent de fortes restrictions sous la pression de l'opinion publique.

Le Pentagone fut donc amené à élaborer une autre doctrine permettant d'assurer la protection des intérêts américains tout en évitant une intervention directe à l'étranger. On en vint alors à distinguer les intérêts du centre, qu'il fallait défendre avec tous les moyens nécessaires, et les intérêts périphériques dont la défense devait être confiée aux alliés ou à des États gendarmes. On est en plein dans ce problème sur la question du Kosovo.

La théorie de la riposte flexible fut par la suite à son tour mise en cause par un groupe d'opposants, qui critiquaient le non-interventionnisme de Carter. Ils regrettaient que les États-Unis ne soient pas intervenus en Angola et en Éthiopie car cela aurait découragé d'autres « défis » dans d'autres points critiques où l'approvisionnement en pétrole était menacé.

Reagan et la nouvelle stratégie militaire

L'ère Reagan marque une nette escalade dans la théorie militaire américaine. Sa nouvelle stratégie était fondée sur les points suivants :

1. – Les intérêts des États-Unis peuvent être menacés dans n'importe quelle région du globe. Le général Daniel C. Jones déclare devant le Congrès en 1981 : « Nous vivons à une époque où un coup d'État, une grande grève, une attaque terroriste ou une guerre prolongée entre voisins peuvent, comme jamais auparavant, déclencher des conséquences mondiales qui affecteraient notre

bien-être national et notre sécurité (...) Nous avons besoin d'une ample vision stratégique qui intègre les problèmes régionaux dans un cadre plus global. » Des plans d'urgence sont ainsi préparés pour permettre aux États-Unis de répliquer à des gestes d'hostilité dans une région par une contre-attaque dans une autre.

2. – L'ordre international ne peut guère être assuré que de façon unilatérale par les États-Unis, seuls capables de résister aux agressions contre les Occidentaux.

3. – Les initiatives soviétiques dans le tiers monde doivent être systématiquement contrées. Les négociations sur le contrôle des arme-

5. – L'Europe reste l'un des sites de guerre possibles, le deuxième étant le Golfe persique qui a remplacé l'Extrême Orient dans la doctrine réactualisée des stratèges. Ces derniers considèrent que les États-Unis doivent être en mesure de mener la guerre sur les deux sites principaux et un conflit plus limité sur un troisième site, d'où la doctrine dite de « deux guerres et demie ».

6. – Le développement de la force navale est indispensable pour assurer le contrôle des mers et l'accès aux matières premières et protéger le commerce. La force navale est également essentielle à toute intervention de la force de déploiement rapide.

en prenant part aux actions de police dans le tiers monde ou en acceptant l'installation de missiles sur le territoire européen.

Une nouvelle donne géopolitique

Le rappel de la doctrine de défense américaine, et en particulier celle de Reagan nous paraît important pour éclairer l'action qu'ont menée les États-Unis dans le Golfe persique pendant la guerre contre l'Irak. En effet, George Bush n'a en rien innové par rapport au point de vue de son prédécesseur.

Deux faits importants pourtant ont modifié considérablement les données du problème par rapport à l'ère Reagan : l'effondrement du bloc soviétique, qui désorienta complètement les dirigeants américains et les laisse sans initiative et incapables de profiter de leur « victoire » ; et l'ampleur catastrophique du déficit budgétaire, hérité de Reagan, qui réduit considérablement les marges de manœuvres du gouvernement.

Malgré les invraisemblables mutations survenues en Europe de l'Est, Bush en était encore à développer les grands thèmes du temps de... la guerre froide ! « La guerre froide n'est pas finie » déclarait-il en juin 1988 à San Francisco. Son administration continuait de penser que l'opposition entre les deux Grands allait continuer. Le secrétaire à la Défense estimait que Gorbatchev serait incapable de réformer l'économie soviétique et qu'il serait remplacé par « quelqu'un qui sera beaucoup plus hostile que lui à l'égard de l'Occident (2) ». Il faut donc, pense Bush, se préparer à « un conflit de longue durée (3) ». Cette analyse n'a pas été foncièrement modifiée par l'administration Clinton pour laquelle le maintien d'une Russie le plus faible possible en dehors de l'Europe reste une priorité. Le fait que la Serbie, aujourd'hui attaquée, est un Etat traditionnellement sous influence politique et culturelle russe et très peu susceptible d'entrer dans la sphère d'influence américaine n'est évidemment pas un hasard.

Dans le même esprit, l'administration Bush demandait un accroissement des forces destinées à être déployées rapidement dans les régions lointaines du tiers monde ; elle demande le renforcement des unités spéciales, la création d'un nouveau corps de forces spéciales de l'armée de terre, la livraison de nouveaux matériels : avions cargos à long rayon d'action, appareils d'assaut amphibies, nouveaux hélicoptères de combat, etc. Ce sont ces joujoux qui ont été inaugurés contre l'Irak et qui servent encore aujourd'hui en même temps que d'autres sont sans doute testés.

René Berthier

(À suivre : L'OTAN, gendarme du monde)
(1) Claude Julien, *L'Empire américain*, le livre de poche.

(2) *New York Times*, 2 mai 1989

(3) *New York Times*, 30 juin 1988

René Berthier a publié les ouvrages suivants, dont la lecture peut éclairer les événements actuels : *L'Occident et la guerre contre les Arabes*, *L'Harmattan*; *Ex-Yougoslavie : ordre mondial et fascisme local*, *Reflex/Éditions du Monde Libertaire/ACL*.



ments, selon le général Haig, « ne peuvent être la pièce maîtresse ni le baromètre crucial des négociations américano-soviétiques ». Ces négociations sur le contrôle des armements nucléaires devinrent tellement formelles que Helmut Schmitt déclara au *Washington Post* du 22 mai 1983 : « Il faudra me convaincre avant la fin de cette année que les Américains négocient sérieusement. Je n'en suis pas encore convaincu. »

4. – L'arme nucléaire n'est qu'une arme parmi d'autres dans la nouvelle stratégie, qui envisage la possibilité d'une escalade « verticale » – passage de l'armement conventionnel à l'arme nucléaire – aussi bien que « horizontale » – déplacement géographique d'un conflit ou son élargissement.

7. – Les ventes d'armes aux régimes proaméricains du tiers monde sont en accroissement constant après le coup de frein donné par Carter dans ce domaine.

8. – La collaboration militaire avec la Chine est un élément important de la nouvelle stratégie américaine. Des matériels sophistiqués et des technologies destinées à la fabrication d'armements lui sont vendus afin de lui permettre d'immobiliser les forces soviétiques en Extrême-Orient.

9. – Le dernier point de la doctrine reaganienne concernait le développement du dispositif contre-insurrectionnel, qui faisait l'objet d'une attention particulière. Reagan et ses collaborateurs répétaient qu'ils n'allaient pas « rester passifs » devant les provocations soviétiques et clamaient leur volonté d'améliorer les capacités d'intervention américaines. Désormais les conflits internationaux sont tous perçus comme des manifestations de la rivalité Est-Ouest, et toute opposition à la politique américaine, toute interprétation divergente sont considérées comme une soumission, consciente ou non, au bloc communiste. L'Europe est fermement invitée à participer au renforcement de la force militaire américaine face à l'URSS,



Notre ami Charmag fait paraître son deuxième recueil de dessins. Beaucoup ont paru dans *le Monde libertaire*, pas tous...

En vente à la librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot, Paris 11^e, 20 F.

Le cas des trois de Krasnodar

LE 28 NOVEMBRE 1998 à Krasnodar dans le train un flic détestant apparemment la conduite de plusieurs jeunes anarcho-punks et le fait aussi qu'ils buvaient du vin en public, une interpellation s'ensuivit et certains explosifs furent trouvés dans le sac de Gennady Nepshikuyev. La police l'arrêta ainsi que deux autres, Maria Randina et Janvier Musel, un Tchèque. Janvier était libéré après l'insistance du consulat Tchèque, Gennady et Maria restaient incarcérées.

La théorie du complot

Information disponible sur ce qui est arrivé entre leur arrestation en novembre et le 2 février, les recherches des anarchistes étaient conduites par le FSB (successeur du KGB) à Moscou et une troisième personne, Larisa Schiptsova, était arrêtée. Sur ce le même jour Vlad Tupikin, un anarchiste basé à Moscou dont la maison était fouillée et des documents et son ordinateur confisqués, le FSB lui demanda s'il connaissait l'attitude de Shiptsova envers la « politique nationale du gouverneur Kondratenko ». Les anarchistes commencèrent à comprendre qu'ils font partie du grand « complot Sioniste » devant renverser le bien-aimé gouverneur de Krasnodar, « batka Kondrat » (père Kondrat). C'était juste le premier signe que la paranoïa antisémite du gouverneur et de ses sbires attendait avec impatience pour le présenter comme un attentat à leurs vies. Nikolai Kondratenko devenait notamment connu après le discours qu'il tint en public. Des propos chauvins et antisémites passés sur les TV

régionale et nationale et son soutien aux nazis régionaux devenaient largement connus (en Russie le plus grand groupe fasciste, Unité Nationale Russe, ou RNE, opère légalement à Krasnodar). Le sud de la Russie est un terrain fertile pour le nationalisme russe, avec les cosaques, les milices, qui sont racistes et antisémites et qui essaient activement de s'armer et d'obtenir un statut légal (comme RNE, les Cosaques travaillent habituellement avec la police en patrouillant dans les rues et combattent les « gens de nationalité Caucasiennne »).

Pour les anarchistes de Krasnodar c'était peu surprenant que leurs camarades deviennent les cibles de la paranoïa de Kondratenko. La Fédération Anarchiste de Kuban (FAK) était presque le seul groupe politique dans la région à avoir ouvertement attaqué la politique nationaliste de Kondratenko et les voyous de RNE. Les anarchistes locaux avaient eu des rixes avec les nazis et des menaces constantes de meurtre.

Maria Randina était trop connue - elle était l'anarchiste la plus active à résister à l'établissement des nazis qui contrôlaient la police de l'université à Krasnodar. Sans compter que depuis quelques années, les anarchistes de Krasnodar étaient sous la surveillance active de la FSB régionale.

Bien que les 3 personnes arrêtées à cette date sont formellement accusées de transport et possession d'explosifs, les papiers officiels qui leur ont été présentés, rapportent qu'une tentative de meurtre était empêchée contre Kondratenko lui-même. La presse raconte que les

terroristes allaient placer une bombe dans son bureau et qu'ils agissaient de la part d'un « certain » (qui peut être certain, sinon un « pro-sioniste ») encerclant Moscou. « Quoi d'autre que l'argent pourrait amener ensemble un Tchèque, un Adygeyan - Nepshikuyev- et un Russe de La Sibérie-Randina-? » Ce sont les propos que Kondratenko aurait tenu à la réunion des écrivains nationalistes.

La situation des 3 de Krasnodar

Tandis que les cas habituels de port d'explosifs sont étudiés par la police locale, les 3 de Krasnodar ont eu un traitement spécial. Ils étaient placés à la prison régionale de FSB et leur cas est suivi par le bureau du procureur régional et le FSB de Krasnodar.

Larisa Schiptsova souffre physiquement. Elle est enceinte de 4 mois et la nourriture dans la prison de FSB de Krasnodar est lamentable (une assiette de soupe avec juste un petit chou et une pomme de terre une fois par jour). Après trois semaines d'emprisonnement elle saignait et les docteurs détectaient déjà certains problèmes pour le développement du fœtus.

L'avocat de Larisa, Stanislav Markelov, attirait aussi l'attention des enquêteurs sur le fait que tous les anarchistes interrogés à Krasnodar en Février étaient questionnés non seulement sur cette affaire, mais aussi pour savoir d'où Markelov vient. Il n'y a pas de doute que les recherches dans Krasnodar étaient exécutées aussi pour savoir qui Markelov avait rencontré quand il était en ville, même ceux qui ne sont pas

des anarchistes actifs et n'ont aucune relation avec l'affaire. (Markelov était l'avocat d'Andrey Sokolov, un jeune stalinien condamné récemment pour un attentat contre le monument à la famille royale Russe.) Il est probable que les enquêteurs veulent simplement remplacer Markelov par un avocat plus obéissant.

Quelque chose de similaire arrivait à Maria Randina; Heureusement elle avait un autre avocat plus expérimenté. Gennady Nepshikuyev, dans le sac de qui les explosifs ont été trouvés, semble charger les deux autres arrêtés. Il y a des raisons de croire qu'elle dit ce que les enquêteurs veulent entendre. Malheureusement la FSB garde secrets les témoignages. Certains anarchistes croient que Nepshikuyev était soit employée par le pouvoir pour créer une « conspiration » ou est trop prête maintenant à coopérer avec les enquêteurs.

Protestation et silence des médias

En mars, 30 activistes des droits de l'homme et anarchistes ont saisi le Conseil de la fédération (autorité supérieure au parlement russe) pour demander la libération immédiate de Maria Randina et Larisa Schiptsova. Les protestataires distribuaient dehors des brochures, collaient de grandes affiches contre la police, pour la libération des anarchistes arrêtés et chantaient des slogans « L'État est l'extrémiste principal », « FSB (KGB) meurtrier », etc. Les mêmes piquets de jour étaient organisés à Yekaterinburg, Saint-Petersbourg (Russie) et Berlin. Divers groupes de défense des

droits de l'homme, des groupes gauchistes et écologiques envoyaient leurs protestations aux pouvoirs de Krasnodar.

Il y a très peu d'articles sur l'affaire dans les médias russes. Maintenant, avec la guerre en Yougoslavie et les nationalistes qui affolent la population ici en Russie, il y a même peu de chance que le cas des 3 de Krasnodar sera parmi les sujets discutés. Cependant, les groupes continuent à Moscou, St. Petersburg et dans d'autres villes la campagne pour la libération des anarchistes arrêtés et poursuivent leurs efforts pour casser le blocus des médias.

Ce que vous pouvez faire

Propager cette information aussi loin que possible. Agir auprès des consulats et ambassades russes dans vos pays. Envoyer des pétitions aux ambassadeurs russes. S'il vous plaît, envoyez des protestations au gouverneur Kondratenko et au bureau régional du procureur, qui étudie le dossier:

Nikolai E. Kondratenko, gouverneur de la région de Krasnodar
350014 Krasnodar, ulitsa Krasnaya, 35
Tel. (7-8612) 62-57-16, télécopie (7-8612) 68-45-38

Procureur régional de Krasnodar
L'A.N.Shkrebet. Télécopie (7-8612) 68-30-95

L'information et les contacts
Vous pouvez obtenir des informations avec le Groupe de Moscou sur la répression politique aux adresses suivantes:
koalabear@glasnet.ru

Rencontre libertaire en Belgique*

POUR LA SEPTIEME FOIS EN TROIS ANS, *Alternative Libertaire* et la Coordination Autonome des Travailleurs (l'équivalent belge de la CNT) vous invitent à une rencontre Camp'anar. Après le Brabant wallon, Liège, Spa, Tournai, Lille et Péruwelz, c'est à Bruxelles que les anars du Nord de la France et de Belgique se donnent rendez-vous le 24 avril... et pas n'importe où, dans les locaux du Centre Social investi depuis près d'un an par le Collectif Sans Nom... Explications.

L'année 1998 aura indéniablement été marquée en Belgique par l'irruption d'un nouveau genre d'acteur social, tout à la fois héritier d'expériences multiples (en Italie, en Espagne, en France) et puissamment original.

Collectif Sans Nom, Collectifs contre les expulsions, Collectifs sans ticket, Collectifs de chômeurs... par-delà la diversité des dynamiques et des champs d'intervention, la « génération collectifs » partage et propage un arrière-fond commun, une quasi-culture de la résistance, ancrée dans le souci permanent de la rupture.

Rupture avec l'emprise et la légalité des maîtres (qu'ils soient maîtres du sol, du temps, de l'information, des concepts...). Rupture avec les normes imposées, par la mise en œuvre du principe d'autonomie (capacité à élaborer ses propres règles).

Rupture aussi, par là-même, avec des schémas et des postures classiques du militantisme: la distinction commode entre « réformiste » et « révolutionnaire », l'importance accordée au critère quantitatif (et à ses objectifs dérivés, les « mobilisation », « plate-forme » et autre « fédération »), la subordination à l'agenda des dominants (échecs électoraux, votes parlementaires, sommets européens et Cie), la conception publicitaire de l'engagement (axée sur le fantasme du « travailleur moyen » ou du « chômeur type » à conquérir), l'embourgeoisement dans le discours de la complexité et l'impératif de l'approche « globale »... Car cette série de ruptures se veut toujours déjà ouverture, ouverture d'autres possibles humains au quotidien, brèche ménagée ici et maintenant, dans notre environnement immé-

diat (l'immeuble d'à côté, le bureau de chômage, le transport en commun...), par un acte somme toute mineur, anodin même (entrer dans un bâtiment abandonné, montrer une carte de transport, ouvrir un grillage...), un acte extérieur au profil militant ou à la perspective rédemptrice d'un autre futur (« global », « alternatif », « révolutionné »...). Pour reprendre le titre de l'article publié en page 5, le « carrefour des luttes » permanent des collectifs et du Centre social nous rappelle que, nécessairement, résister, c'est créer.

Attentisme

Les réactions les plus couramment enregistrées dans le milieu libertaire face à cet « autre » visage des luttes relèvent quasiment toujours de la franche sympathie voire du soutien direct... mais s'accompagnent aussi parfois de réserves et de soupçons sur la « consistance » de ces initiatives: Combien de temps cela durera-t-il?! Sont-elles porteuses d'une alternative globale de société? Sont-elles assez « radicales »? Valent-elles pour d'autres que ceux qui les lancent? etc.

Autant de questions ou de considérations qui paraissent témoigner d'une forme d'anxiété, d'inconfort... et qui semblent presque ramener le choix en faveur d'une organisation proprement anarchiste à une recherche de sécurité (le besoin d'un « ancrage identitaire ») et d'apaisement intellectuel (pouvoir imaginer ensemble ce que nous promet la « société libertaire »).

Renforcer le mouvement

L'engagement anarchiste ne peut cependant être assimilé, loin s'en faut, à une « profession de foi » stérile, encore moins à une fixation organisationnelle. Ne donne-t-il pas sa pleine mesure, lui aussi, au quotidien, dans l'épaisseur du présent, au travers de principes et de pratiques semés à tous vents, plus que dans l'étroitesse d'un hypothétique « meilleur des mondes » accessible aux convertis...

La vigueur de la perspective libertaire et la multiplicité actuelle des approches qui s'en réclament (anarchisme « spécifique », anarcho-syndicalisme, municipalisme libertaire...) doivent nous permettre d'accueillir toute forme de démarche avec l'assurance nécessaire à l'évolution, au métissage... tant il est vrai qu'une identité s'affirme à l'épreuve de la différence.

Voilà en tout cas l'optique dans laquelle nous proposons d'aborder ce septième camp'anar: tenter d'approfondir la confrontation des pratiques et des spécificités des participants, afin que chacun puisse dégager de la rencontre de quoi renforcer ses propres projets, de quoi raffermir les résistances qu'il développe.

Poursuivons le débat

Les échanges en la matière n'ont pu être qu'entamés au cours du camp'anar d'octobre 98 à Tournai, et pourtant, chose en fin de compte assez rare, un réel débat en était sorti. L'Union Locale bruxelloise de la Coordination Autonome des Travailleurs vous invite cordialement à remettre le couvert le samedi 24 avril, dans le seul cadre incontournable en l'occurrence: celui du Centre Social de Bruxelles.

Coordination Autonome des Travailleurs et Alternative Libertaire Pratique. Des activistes des différents collectifs qui font le mouvement seront présents.

Les débats démarrent dès 14 heures au Centre Social, 167 rue de la Victoire à 1060 Bruxelles. Le repas a lieu vers 20 heures, une inscription est souhaitée (250 FB ou 50FF - chèque à l'ordre de Roger Noël c/o Alternative Libertaire, BP 103, 1050 Ixelles 1, Bruxelles, Belgique). Infos de dernière minute au 00.32.2.647.98.01 (fax 00.32.2.649.40.46). Un événement culturel surprise aura lieu dans le courant de la soirée.

Babar

* le 24 avril dès 14 heures au Centre Social (Collectif Sans Nom) 167 rue de la Victoire - 1060 Bruxelles

LECTURE Voyage en feinte-dissidence

Louis Janover

VOICI UN OUVRAGE (1) QUE Serge Halimi, enfoncéur de portes ouvertes au Monde diplomatique, a cru bon de démolir en quelques lignes inspirées par cette habile malhonnêteté qui semble être décidément la « qualité » des principaux collaborateurs de ce mensuel. On comprend bien vite pourquoi à sa lecture. Louis Janover, son auteur, dont on a déjà pu apprécier et souligner ici même les qualités d'analyse et d'écriture, a en effet entrepris dans ce livre d'arracher les masques de quelques bouffons engagés depuis plusieurs années dans une radicalité apparente, fort appréciée par les éternels gogos des contestations à la mode, qui n'est en réalité, au mieux, qu'une réinvention du fil à couper le beurre et, plus souvent, qu'acrimonie de la part d'une élite intellectuelle de gauche insatisfaite de n'être point reconnue à sa prétendue valeur et de ne pouvoir jouer le rôle de premier plan qui semble lui être dû. L'entreprise de démythification était, disons-le tout net, nécessaire et plus qu'urgente, tant il est vrai que cette radicalité de façade des personnages dans le vent dénoncés ici exerce une bien curieuse attraction jusque dans

certains milieux révolutionnaires oubliés d'un b.a.-ba principalement fondé sur un anti-autoritarisme global, un anticapitalisme total, une réaffirmation nette de l'existence de classe sociales et de leur lutte — auquel Louis Janover nous ramène régulièrement à bon escient. Souhaitons, à ce titre, que ce livre important rouvre les yeux de certains « camarades » qui devraient se souvenir que le « ni maître » de la célèbre formule de Blanqui vaut aussi pour les contestataires aspirant aux places d'honneur d'une fausse opposition au pouvoir d'État.

Critique de l'utopie modeste

Principal représentant de cette feinte-dissidence épinglée dans cet ouvrage : Pierre Bourdieu, le « roi des borgnes », comme dit l'auteur avec ironie. Le lecteur trouvera ici une analyse percutante, à travers ce personnage surtout, mais d'autres aussi qui lui servent de relais, sur ces « experts ès remontrances » incapables « de voir le futur autrement que sous la forme d'un présent perpétuel à peine bricolé ». Le tableau est magnifiquement com-

plété par une réflexion profonde sur la place de ces théoriciens vaseux dans le champ institutionnel et sur la finalité de leur recherche, cette « utopie modeste » que dénonce avec talent Louis Janover et qui se résume, en gros, par une absurde recherche de « moralisation » du capitalisme libéral.

C'est avec intérêt et, espérons-le, profit qu'on lira également la partie consacrée à l'antifascisme, « machine à décerveler du siècle », et à l'antiracisme à la mode Bourdieu, *Charlie-hebdo* et autres ex-staliniens et assimilés, recyclés dans le lobby « gauche de la gauche ». On se régale, un peu amers, toutefois, de constater avec l'auteur que « deux mille ans de crasse chrétienne sont de retour ». À ce propos, on se réjouira de pouvoir lire enfin, dans une analyse de la prétendue dissidence actuelle, le rôle néfaste du communautarisme chrétien, infiltré partout ou presque, ce dont le retour en force trouve ses appuis « du Monde diplomatique au monde associatif en passant par les poussières du gauchisme ».

Les libertaires s'agaceront peut-être un peu de voir trop souvent cité Karl Marx, dans le retour aux

à la petite semaine

Choisir son camp

« Il faut choisir son camp ! » « Qui n'est pas avec est contre nous ! » « S'abstenir, c'est faire le jeu de... », etc. En avons-nous entendu de ces déclarations péremptoires absurdes, de ces sentences verbeuses, de ces verdicts tranchants comme couperet de guillotine lorsque les événements dramatiques s'accélérent.

Avec cette guerre en Yougoslavie, il nous faudrait encore, sous la pression des ligues, des cliques, des meutes, des clans, des partis, des instituts de sondage, des fausses leçons de l'Histoire et de la poignée autorisée des « grands témoins de notre temps », désigner sans coup férir le bon et bel uniforme, dire de quel côté se trouvent le missile libérateur, le char émancipateur, les soldats de la liberté et les gardiens de la paix.

Au fond des yeux des enfants de la patrie, il n'y a que haine et barbarie. Dans la tête des combattants pour leur pays, il y a que des conneries millénaires sur le caractère sacré des frontières.

« Si tu ne veux pas [participer à tout ça], c'est p'têt' ton droit », chantait Léo Ferré en repoussant les avances de Miss Guéguerre. Quelque part dans les Balkans, côté serbe et côté albanais, où l'on recrute de force, une poignée d'hommes ont entendu la chanson, la voix de la raison, tourné le dos aux drapeaux, abandonné la panoplie du héros, et choisi de ne pas se faire massacreurs, pilleurs et violeurs autorisés, mais déserteurs.

Il faut choisir son camp, dites-vous ! Eh bien le voilà, celui des braves qui ont choisi de foutre le camp

Floréal

sources qu'effectue régulièrement l'auteur pour mieux brocarder les faussaires du jour. L'illustre barbu ne fut en effet pas le premier, ni le seul, ni le plus pertinent à nos yeux dans la condamnation du capitalisme et plus encore de l'absolue nocivité de l'État. On oubliera vite ce détail pour apprécier ce livre, d'une grande importance, répétons-le, où la

belle qualité d'écriture, l'humour souvent présent, les formules et images qui font mouche ajoutent à la pertinence de l'analyse. Un livre salutaire, vraiment.

Jean Robin

(1) *Voyage en feinte-dissidence*, de Louis Janover. Editions Paris-Méditerranée. En vente à la librairie du Monde libertaire, 85 F (93 F avec port)

CINEMA

Cours Lola cours ! (Lola rennt) Tom Tykwer

Alors que le titre allemand informe que Lola court et rien d'autre, le titre français dit qu'elle a intérêt de courir. Parce que, et ceci toutes les affiches et affichettes le répètent encore et encore : elle a 20 minutes pour trouver 100 000 Marks sinon un méchant viendra buter son chéri qui est dans de sales draps. C'est mince comme intrigue. Oui. Mais le film n'est pas une mince affaire. Lola a des cheveux rouges fluo, un outfit jeune presque caricatural. Rangers hyperagressives (comment peut-elle courir avec ça ?), bouille de bonne famille et des instincts de bonne maman. À qui demande-t-on des sous quand on est dans la mouise ? À son papa qui en a. Mais le papa ne veut pas les donner. Alors Lola n'est pas contente. Elle court et elle court encore et encore. Le film lui fait faire sa trajectoire course pour sauver son mec plusieurs fois et chaque fois de petites choses se dérèglent et se passent autrement. Au lieu de la tragédie qui finit dans le sang, il y a un dénouement heureux. Une victoire que Lola soudain autonome et indépendante arrache par le culot et le cran à la plus capricieuse des donneuses d'argent : la roue et la roulette ; *Cours Lola cours...* ne court pas les idées reçues. Lola épuise les idées convenues, se met à inventer. À la solution violente, à première vue évidente, se substitue petit à petit le génie du moment, le comique des situations et des idées de mise en scène empruntées à la BD. Quand elle s'élance, un petit personnage, habillé comme elle, se met à courir sur un écran de télé. Le générique du film a été dessiné avec le *story board* du film. C'est un petit chef-d'œuvre. Le leitmotiv du film est là, présent de façon ludique, en traînant avec lui les questions du film. *Cours Lola cours* est un film neuf, énergique et ne se complaît pas dans un monde virtuel en dehors de ces quelques animations mentionnées ci-dessus. Tout au contraire, rythme, fantaisie, imagination. D'excellents comédiens. Un nouveau jeune cinéma allemand est né.

Heike Hurst (Fondu au Noir)

Un printemps en hiver !

Incrévables anarchistes vol 5 et 6

PENDANT LES ANNÉES TRENTE, en France et en Espagne, le grand vent de l'histoire du mouvement ouvrier et de la révolution sociale a semblé, un instant, souffler dans le sens de l'espoir. Juin 1936, en France. La grève générale, les occupations d'usines au son du bal musette, le patronat sous la table, la panique des bourgeois la tête dans le cul... Et quelques victoires dont la plus marquante : l'obtention des congés payés... ! Juillet 1936 en Espagne. La grève insurrectionnelle contre le coup d'État franquiste, le peuple en armes taille en pièces les culottes de peau... L'aspiration libertaire en actes : l'occupation et la socialisation des moyens de production, les collectivisations dans les campagnes, l'autogestion généralisée... ! 1936 en... !

Tout semblait possible lors de ces affrontements majeurs entre la classe ouvrière et la bourgeoisie bon chic bon genre ou ses hommes de main fascistes. Faut-il le préciser, les anarchistes ont joué un rôle de premier plan dans ce possible révolutionnaire. Sans arrières pensées. Avec toujours cette rage de l'unité de classe. Et ils ont été vaincus. Comme a été vaincue la révolution sociale qui se profilait à l'horizon. Parce que pour les sociaux en tous genres, le danger d'une révolution sociale anti-autoritaire était bien supérieur à celui d'un régime archaïque et autoritaire. Parce que la bourgeoisie s'est défendue bec et ongles. Parce que le fascisme brun des Hitler, Mussolini, Franco... a montré de quoi était capable un capitalisme aux abois.

Parce que le fascisme rouge avait pour seul objectif de renforcer le pouvoir d'un seul homme, Staline, et de sa chasse gardée idéologique. Et parce que l'alliance objective des uns et des autres contre l'aspiration populaire à la révolution sociale fut sans faille.

En France, dans le cadre de la CGT, de la CGT-U et de la CGT-SR, nous avons tout tenté. Le possible et l'impossible. Mais ça n'a pas été suffisant pour empêcher les sociaux-démocrates et les staliniens de confisquer une aspiration révolutionnaire qui pointait son nez... et de l'échanger contre un plat de lentilles.

En Espagne, dans les rangs de la CNT-FAI, nous avons démontré que le peuple en armes pouvait venir à bout du coup d'État fasciste et qu'il était possible de mettre en pratique à grande échelle notre projet de société constant sur les exigences complémentaires de liberté et d'égalité, d'autonomie et de fédéralisme,

de socialisation et d'autogestion.

Et pourtant, dans la colonne Durruti ou dans les milices populaires, contre la bourgeoisie et les fascistes bruns ou rouges, nous nous sommes battus comme des lions pour faire triompher ce qui reste encore aujourd'hui comme la plus grande évolution sociale de tous les temps. Mais la guerre (fut-elle révolutionnaire) est-elle vraiment notre terrain de prédilection ?

Le printemps de ces années trente, en s'invitant au grand bal de l'histoire en automne (le stalinisme fut sans doute ce que le mouvement ouvrier a vécu de plus sordide) avait peu de chances d'éviter l'hiver.

L'hiver actuel d'un capitalisme néolibéral (qui n'en revient toujours pas d'avoir vu son cousin étatique/bolchevique exploser en vol) permettra-t-il à un nouveau printemps de voguer vers l'été ?

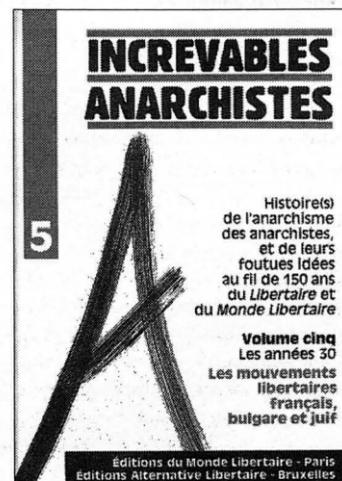
Nos anciens, et leur volontarisme farouche, seraient assurément fâchés que l'on puisse douter de la réponse.

Jean-Marc Raynaud
Roger Noël-Babar

Incrévables anarchistes, volume 5 : Sébastien Faure ; Expériences d'éducation libertaire ; Pierre Besnard et la question syndicale ; La Charte du syndicalisme révolutionnaire ; les grèves de juin 36 ; Le mouvement anarchiste bulgare ; Le mouvement anarchiste juif.

Incrévables anarchistes, volume 6 : La révolution de juillet 1936 et le mouvement anarchiste ibérique ; Les collectivisations libertaires ; Mujeres libres ; Les journées de Mai 37 à Barcelone, la contre-révolution stalinienne ; La colonne Durruti et les milices dans la guerre antifasciste.

Chaque volume 20 F.



RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

jeudi 15 avril à 18 heures :

Si Vis Pacem : Les guerres en Afrique.

jeudi 15 avril à 20 h 30 :

Microclimats : avec le réseau Voltaire.

mercredi 14 avril à 10h 30 :

Blues en liberté : Buleka White, guitare en fer et poésie vocale.

mercredi 14 avril à 14 heures :

Le Manège : Régis Jauffret, auteur de « Clémence Picot ».

Kosovo, Jospin et Chirac, même combat!

LE 23 FÉVRIER DERNIER, LE directeur exécutif du Conseil d'Action dans les Balkans, un groupe de réflexion créé aux États-Unis, proclamait dans un discours, dans « la première tâche à réaliser » : « Reconnaissez que les Balkans sont une région d'intérêt stratégique pour les États-Unis, le nouveau Berlin si vous voulez, le terrain de test de la résolution de l'OTAN et du leadership américain. [...] L'administration devrait être franche avec le peuple américain et leur dire que notre présence dans les Balkans durera indéfiniment, au moins jusqu'à ce qu'il y ait un gouvernement démocratique à Belgrade. »

L'intervention humanitaire : un cheval de Troie

On ne fait plus la guerre par haine de l'ennemi, mais pour des raisons humanitaires. Les nazis en avaient donné l'exemple, qui devaient protéger leurs ressortissants maltraités en Alsace par les Français et en Pologne par un affreux gouvernement. L'humanitaire est le nouveau cheval de Troie grâce auquel l'impérialisme peut pénétrer dans un pays. La France, terre d'accueil des dicta-

teurs (tel l'ex-Président de Haïti), protectrice de personnes accusées de crimes contre l'humanité (comme en ex-Yougoslavie), elle qui a fait admettre les Khmers rouges aux Nations-Unies, ces mêmes Khmers que les États-Unis avaient d'ailleurs armés, se sent une vocation humanitaire dès qu'il faut partir en guerre. Chirac rend Milosevic responsable de la mort de deux cent mille personnes. Cela n'empêche pas de l'inviter à la table des négociations aujourd'hui, de lui déclarer la guerre demain, quitte après-demain à lui offrir une retraite honorable.

Et tout cela au nom d'un nouveau droit international. Chantons le requiem des Nations-Unies, remplacées par l'OTAN et les autres alliances militaires des Américains, même si, de temps en temps, cette institution cadavérique sera invitée à parler ou à jouer les figurants, comme cela se fait dans le cas des chefs d'État séniles.

Ce sont maintenant les alliances militaires qui ont pour rôle non de susciter la paix, mais de définir l'ennemi. Elles doivent ensuite l'attaquer et le détruire. Elles jouent simultanément les rôles du procureur, du juge et du justicier. Le nou-

veau rôle des chefs d'État est de les légitimer. Ainsi seront créées les équations insolubles : les Albanais sont bons, les Serbes méchants. Et leur nouveau détonateur, c'est la raison humanitaire.

C'est donc par pure générosité que l'OTAN défend les droits humains à coup de bombes au Kosovo. Emportée par son élan altruiste, l'Alliance Atlantique se devra de bombarder la Turquie, car si les journalistes occidentaux nous ont parlé des tueries de Kurdes par Saddam Hussein, ils se sont montrés aussi discrets pour ceux de Turquie que pour les massacres des Russes dans certains de leurs territoires. Mais la presse, dans un sursaut d'honnêteté, ne nous cachera plus rien. On pourra donc avec nos bombes secourir les Kurdes qui eux aussi réclament l'autodétermination, et ensuite, bien entendu, nous aventurer vers la Chine où les raisons d'intervention ne manquent pas. Peut-être faudrait-il aussi bombarder la Pennsylvanie, où les droits de l'homme ne sont pas respectés en la personne de Mumia Abu-Jamal. Et même l'Europe où tant d'êtres humains, sans travail et sans abri, ne bénéficient donc pas de leurs droits fondamentaux?

libre cours aux groupes fascistes et extrémistes, et les troupes venues « pacifier » le pays n'ont rien fait pour les dissoudre.

Pax americana

On comprend mieux aussi en quoi consiste cette Europe « sociale » - pour ne pas dire socialiste, puisque c'est le parti au gouvernement dans la plupart des pays de l'OTAN - qui nous est promise : c'est celle de la pax americana. Par dessus le marché, une fois de plus, la gauche socialiste sacrifie la guerre. Dans cet élan de générosité, c'est sans doute la France qui se montre la plus désintéressée. Elle qui, par la bouche de son président et de son premier ministre, n'arrête pas de proclamer urbi et orbi qu'il faut un contrepoids à l'hyperpuissance américaine, accepte de jouer les toutous, quitte à vouloir ensuite jouer les intermédiaires inutiles, comme en Irak. Milosevic, qui sans doute ne voulait pas laisser aux Américains la possibilité de contrôler tous les oléoducs allant de la mer Noire à la mer Caspienne, apprendra quel en

est le prix : l'action de l'OTAN signifie la fin des souverainetés nationales, sauf bien sûr pour les très grands. Naturellement, la Russie verrait avec déplaisir le contrôle des oléoducs passer à l'Ouest. Gageons que la guerre économique, qui se masque derrière tant d'intentions humanitaires, n'est pas prête de se terminer et qu'elle n'a pas fini de meurtrir les populations.

Du Vietnam à l'Irak, les bombardements aériens n'ont jamais réduit le terrorisme ni renversé les chefs d'État ennemis. Leur but est autre : c'est une question de crédibilité des puissants, un avertissement aux autres prétendants, et un moyen, en vendant leurs capacités de frappe aux gouvernements qui le leur demandent, de mieux s'implanter dans l'économie mondiale et de cueillir au passage tous les fruits du développement des nations secondaires. Pour un pays comme la France, jouer au bon chien-chien permet, n'est-ce pas, de ronger quelques os.

Ronald Creagh

Au Kosovo et ailleurs : la surenchère nationaliste

La question de l'écrasement des populations du Kosovo ne nous laisse pas indifférents. L'origine de cette nouvelle boucherie est due à une conjonction d'idées que les anarchistes combattent :

- La notion de pureté ethnique : elle n'a aucun sens, tant l'humanité a été brassée depuis des millénaires.
- La notion d'homogénéité culturelle : on sait tout le mal que cela fait partout dans le monde (cf « nos ancêtres les Gaulois »).
- La volonté d'hégémonie religieuse : combien de massacres au nom des religions sous toutes les latitudes?
- La notion de territoire indivisible, prétexte à tant de guerres : les États-nations se forment généralement dans des bains de sang, sont parfois aspirés dans des entités plus grandes, les empires. Cela se passe toujours au détriment des populations, qui n'ont qu'à se soumettre.

La population albanaise du Kosovo souffre donc aujourd'hui de ces tares : un État, la Serbie, son chef, Milosevic et la quasi-totalité des politiciens serbes. Une religion, la religion chrétienne orthodoxe. Des territoires kosovars revendiqués au nom du nationalisme serbe et de la défense d'un patrimoine « multi-séculaire » de monastères et autres vieilles pierres.

En fait de patrimoine, le principal qui sera légué aux générations futures qui vivront dans ces contrées, c'est celui de la terreur, de la violence, des viols, des tueries, et pour finir de l'exode. Patrimoine « commun » aux agresseurs et aux victimes. Ce qui est vrai au Kosovo, quelques années après le drame bosniaque, a lieu ailleurs dans le monde (Kurdistan, Rwanda, Sierra-Leone, Soudan, Afghanistan, Algérie, Tibet, Palestine...). Que cela se passe partout ne doit en rien relativiser ce qui se passe au Kosovo. Depuis dix ans, voire plus, existe en Serbie un processus d'oppression puis d'épuration ethnique au Kosovo, inauguré en 1989 par Milosevic avec des discours démagogues appelant au nationalisme grand serbe (« le Kosovo, sanctuaire du peuple serbe »), retirant son autonomie à la province du Kosovo, niant tout autre fait culturel autre que serbe, assassinant et torturant les hommes et les femmes s'opposant à cette politique, jusqu'à l'accélération de ces derniers mois.

De l'intervention de l'OTAN.

Les bombardements massifs de l'OTAN ont eu pour effet immédiat d'accélérer ce processus. Ces bombardements ont renforcé le narcissisme collectif de la population serbe, ont ressoudé une grande partie de la population autour de son dictateur, ont donné un signal aux forces militaires et paramilitaires serbes de mener la guerre ethnique au Kosovo. C'est si facile pour celles-ci d'humilier, de chasser les populations albanaises.

C'est si facile pour l'OTAN de mener sa guerre de riche, comme pour un jeu vidéo : une guerre de riche dont les décideurs sont une minorité de chefs d'États occidentaux. Cette guerre menée par l'OTAN ne vise pas que le potentiel militaire et policier serbe, puisque nombre d'usines non militaires, d'infrastructures et d'habitations ont également subi des bombardements. Et des civils ont été tués. L'armée, quelle qu'elle soit, ça sert d'abord à tuer.

Groupe FA de Nantes

L'intoxication médiatique

Lors de la guerre du Golfe, une infirmière éplorée était venue raconter à la télévision comment les Irakiens avaient enlevés de leurs appareils de protection les bébés-éprouvettes du Koweït. On apprit ensuite que ce massacre des innocents n'avait pas eu lieu, que le récit avait été concocté par une officine de *public relations* et que l'infirmière était la propre fille de l'ambassadeur du Koweït. Mais l'opinion américaine avait ainsi été retournée en faveur de la guerre.

On nous affirme aujourd'hui que les bombardements ont accru le caractère atroce des Serbes, qui se livrent à des excès au Kosovo. Ces informations, bien entendu, entraînent la panique chez les Kosovars, qui fuient en masse le pays. Mais ils peuvent se rassurer : l'OTAN avait aussi prévu cette escalade, puisque précisément sa phase II consiste à bombarder le Kosovo. D'ailleurs, toute information sérieuse concernant la Serbie est impensable, du fait que les journalistes occidentaux, dont personne ne doute de l'honnêteté et de l'objectivité, ont été chassés du pays. Ils ne pourront pas filmer ces magnifiques grands massacres qui font la une des chaînes de télévision et dont on n'apprend souvent que trop tard qu'il s'agit d'une mise en scène. Et puisque Milosevic est le diable, l'OTAN ne peut être que le Bon Dieu. Si les salauds étaient des deux côtés, on ne pourrait plus s'appuyer sur nos certitudes habituelles.

C'est pourtant bien le cas, car Slobodan Milosevic, l'homme qui a pris en main depuis 1987 la Ligue des communistes yougoslaves, puis est devenu président de la République de Serbie, a mis en place une dynamique dictatoriale et répressive. Il a unilatéralement supprimé l'autonomie de la Vojvodine en 1989, et soutenu, avec l'appui d'un grand nombre d'intellectuels, le racisme anti-albanais. L'État serbe a laissé

A G E N D A

jeudi 15 avril

PARIS : L'Espace Louise Michel organise, dans le cadre d'une exposition dédiée à la mémoire des républicains espagnols une **rencontre-débat** sur le thème « La vie dans les camps » à 19 heures, 42ter, rue des Cascades (20^e).

vendredi 16 avril

MONTPELLIER : Le groupe Un autre futur de la F.A. vous convie à une projection sur la **vidéosurveillance**, « L'œil de glace » et « Attention vous êtes filmés », à 20 h 30 à l'Antre Anar, 5, rue Jeanne d'Arc.

samedi 17 avril

PARIS : La librairie du *Monde libertaire* organise une **rencontre-débat** avec Fiammetta Venner et Caroline Fourest, créatrices la revue *Prochoix* à 16 h 30, 145, rue Amelot (11^e). Prochoix a déjà mené de nombreux combats contre les mouvements anti-IVG, anti-PACS, anti-eutanasie, plus généralement contre les idées anti-Choix.

PARIS : Manifestation de soutien à **Mumia Abu Jamal** à 15 heures, gare Saint-Lazare (rue de Rome) à l'appel de nombreuses organisations.

IVRY (94) : Les « Amis de Louise Michel » et le groupe Etoile noire de la F.A. organisent une conférence avec Chales Lorient sur **L'économie distributive**, à 20 h 30 salle Saint-Just, 30, rue Saint-Just.

vendredi 23 avril

BESANÇON : Réunion publique organisée par le groupe Proudhon de la Fa et la CNT-AIT sur le thème « **35 heures. Avancée sociale ou loi patronale?** » cette réunion a lieu au cercle suisse à 20 h 30, 4, rue de Lacoré.

samedi 24 avril

TOULOUSE : Le groupe Albert-Camus de la Fédération anarchiste vous invite à 15 heures, à une conférence-débat « **Femmes, de la parité électorale à l'égalité sociale** » avec Hélène Hernandez, à l'Athénée Albert-Camus, 36, rue de Cugnaux (Métro Patte d'Oie).

vendredi 30 avril

IVRY (94) : Les « Amis de Louise Michel » et le groupe Elisée Reclus de la F.A. organisent la projection du documentaire **Charbons ardents** (Chronique de la mine de charbon de Tower au Pays de Galles, rachetée en 1994 par les mineurs eux-mêmes) de Jean-Michel Carré. Rencontre et débat avec l'auteur, à 20 h 30 salle Saint-Just, 30, rue Saint-Just.

MONTPELLIER : Le groupe Un autre futur de la F.A. vous convie à un débat avec Michel Auvray autour de son livre « **L'âge d'or des casernes, histoire et mythe du service militaire** » à 20 h 30 à l'Antre Anar, 5, rue Jeanne d'Arc.

samedi 1^{er} mai

PARIS : **Manifestation** à l'appel de la Fédération anarchiste et de la CNT à midi à partir de la place des fêtes (19^e, métro place des fêtes).